

**DÉCISION D'OPPOSITION  
À UNE DECLARATION PREALABLE**

si vous souhaitez obtenir des informations sur votre dossier, adressez-vous :

COMMUNE d'Aiguilhe  
1, rue Crozatier  
43000 AIGUILHE

 D P 0 4 3 0 0 2 2 2 P 0 0 2 7	Demandeur :  1 1 0 0 0 0 1 4 8 2 6 2
Dossier : DP 043002 22 P0027 Déposé le : 01/08/2022 Nature des travaux : INSTALLATION D'UN GÉNÉRATEUR PHOTOVOLTAÏQUE Adresse des travaux : 2 IMPASSE DES CHAMBEES AIGUILHE Références cadastrales: 000AA0060	SASU EDF ENR REPRÉSENTÉ(E) PAR MONSIEUR DECLAS BENJAMIN 360 RUE LOUIS DE BROGLIE - BP 13290 AIX EN PROVENCE FRANCE Demandeur(s) co-titulaire(s) : - - - -
Destination - surface de plancher créée : m <sup>2</sup>	

Nous, Maire de la Ville d'Aiguilhe,

Vu la demande de DECLARATION PREALABLE susvisée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles R423-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune d'Aiguilhe, approuvé le 07/12/2017, et notamment les dispositions applicables à la zone UC,

Vu les lois du 2 mai 1930 et du 28 décembre 1967 relatives à la protection des monuments naturels et des sites (site LE PUY EN VELAY - POLIGNAC),

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles pour le retrait-gonflement d'argiles approuvé le 30/09/2014 sur le bassin du Puy-en-Velay, par arrêté préfectoral n° DIPPAL-2014-136,

Vu l'avis défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 8 août 2022,

Vu l'arrêté n°2020/031 de la commune d'Aiguilhe en date du 28 mai 2020, portant délégation de fonction et de signature, à Madame Jacqueline EYMARD NAVARRO, Adjoint au Maire, en charge de l'urbanisme, à l'environnement et au cadre de vie et déléguée au nom du Maire pour signer les documents relatifs aux demandes d'urbanisme,

Considérant qu'en l'espèce le projet concerne l'installation d'un générateur photovoltaïque sur l'immeuble situé sur la parcelle cadastrée AA 60, sise 2 impasse des Chambées sur la commune d'Aiguilhe,

Considérant que l'article R111-27 du Code de l'Urbanisme dispose '*le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales*',

Considérant que le projet actuel est en deux parties et présente une figure géométrique complexe, ne s'insérant pas de façon harmonieuse dans le site inscrit,

Considérant donc que le projet en l'état est de nature à altérer l'aspect du site inscrit le Puy-Polignac,

Considérant que pour ces motifs, le projet contrevient à l'article R111-27 du Code de l'Urbanisme,

## ARRÊTONS

### Article 1

**IL EST FAIT OPPOSITION AUX TRAVAUX DÉCRITS** dans la déclaration susvisée.

### Article 2

D'après le Plan de Prévention du Risque Retrait-Gonflement des Argiles, approuvé par arrêté préfectoral du 30 septembre 2014, le terrain est situé en zone faiblement à moyennement exposée (B2). Toutes les dispositions correspondant à cette zone sont à respecter.

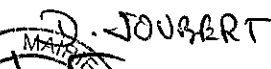

*NB : Pour information, nous vous indiquons que votre projet est situé sur une commune dont l'aléa radon est faible. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site : <http://risques.auvergne.pref.gouv.fr/puy-de-dome/les-risques-dans-mon-departement/les-risques-naturels/radon>*

*NB : La parcelle concernée est située en zone de sismicité 2 (risque faible), et toute construction devra respecter les règles définies par l'arrêté du 22/10/2010 modifié par l'arrêté du 19/07/2011 (art. R 431-16 du code de l'urbanisme). Vous pouvez consulter la réglementation applicable en vous connectant au site suivant : [http://www.planseisme.fr/IMG/pdf/plaquette\\_meddtl\\_dgaln\\_reglementation\\_parasismique\\_v2.pdf](http://www.planseisme.fr/IMG/pdf/plaquette_meddtl_dgaln_reglementation_parasismique_v2.pdf)*

*NB : Le terrain objet de la demande se situe en zone de retrait gonflement des argiles (aléa fort). Les recommandations concernant les règles constructives correspondantes peuvent être consultées sur le site : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/argiles/contexte>.*

*NB : Pour information, d'après l'étude d'aléas mouvement de terrain portée à connaissance le 16 juin 2020, le terrain est situé dans une zone d'aléa de glissement de terrain de niveau moyen et faible et dans une zone d'affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines de niveau faible.*

**La présente décision est transmise au représentant de l'état dans les conditions prévues aux articles L 2131.1 et L 2131.2 du Code Général des collectivités territoriales.**

	Fait à Aiguilhe, le 22/08/2022 Pour le Maire et par Délégation   Madame Jacqueline EYMARD
--	--

### **RAPPELS RÉGLEMENTAIRES**

**NB** : En cas de refus ou d'opposition à une déclaration préalable fondée sur une opposition de l'Architecte des Bâtiments de France, le demandeur peut, en application du 3ème alinéa de l'article L 313.2 du Code de l'Urbanisme, du 5ème alinéa de l'article L 621.31 ou du 2ème alinéa de l'article L 642.3 du Code du Patrimoine, saisir le préfet de région, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'un recours contre cette décision.

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

#### **Durée de validité :**

Conformément au décret n° 2014-1661 du 29 décembre 2014, paru au JO du 30 décembre 2014, et par dérogation à l'article R 424.17 du Code de l'Urbanisme, la durée totale de validité de la déclaration préalable est portée à 3 ANS, sauf prorogation. L'autorisation est périmée si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

#### **L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :**

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.